

l'heure actuelle, la salarié canadien doit verser, en moyenne, plus de \$20 en impôts par semaine. Le gouvernement écorche le contribuable de façon injustifiable. Les Canadiens ont droit à un certain allègement des impôts. Ils auraient tous acclamé un dégrèvement fiscal qui leur aurait permis de préparer l'avenir.

Qui plus est, la surtaxe de 3 p. 100 demeure en vigueur sans l'ombre de justification. Si les impôts se maintiennent encore longtemps à des taux si élevés, sans que rien ne justifie cet état de choses, nous risquons une révolte fiscale; que le ministre se le tienne pour dit. Le gouvernement promet sans cesse des réformes fiscales, mais on les chercherait en vain dans son exposé budgétaire. Ce budget-ci? Il ne fait que continuer le régime d'impôts répressifs des deux dernières années. Qu'est-il survenu aux réformes recommandées dans le rapport de la commission Carter? Elles ont été reléguées aux oubliettes. Le gouvernement doit être réprimandé parce qu'il suit une politique répressive d'imposition élevée, de coûts élevés, d'inflation élevée et de taux d'intérêt élevés. Rien n'a changé dans ces domaines.

Le ministre a fait preuve de mauvais goût à la télévision lorsqu'il a osé insinuer qu'il suivait une politique conçue pour aider le Canadien moyen. En l'occurrence, il taxait tous les Canadiens de tout le pays d'un degré de crédulité qui n'a d'égal que le sien. Le budget est la continuation d'une politique qui a placé sur les épaules des Canadiens le fardeau fiscal et inflationniste le plus lourd qu'il leur ait jamais été donné de supporter, sauf peut-être pendant la guerre.

Le budget ne contient aucun allègement pour l'agriculteur de l'Ouest. Rien pour le petit commerçant, et rien pour le consommateur, la ménagère, harcelés par l'augmentation constante du prix des aliments, que le ministère de la Consommation n'a su enrayer. Pas le plus minime allègement pour le Canadien désireux d'acquérir une maison ou pour celui qui possède déjà la sienne. Aucun allègement à propos de la taxe inutile sur les matériaux de construction, ou de tout autre impôt qui frappe le chef de famille et le propriétaire d'une maison.

Et voici le bouquet: le gouvernement impose une autre taxe vexatoire, cette fois-ci sur les transports aériens, comme un moyen de plus de mettre la main dans les goussets des contribuables. Le gouvernement n'a rien fait pour combattre la hausse des prix pour les instruments agricoles ou celle des taux d'intérêt. Il devrait offrir aux cultivateurs des prêts sans intérêt, mais on n'en a rien fait. Certainement, l'armée d'économistes au service du gouvernement aurait pu aider à trouver une mesure plus constructive qu'une taxe

vexatoire sur les transports aériens. Étant donné les difficultés qu'éprouve le cultivateur de l'Ouest, le gouvernement aurait certainement pu prévoir des prêts sans intérêt pour l'achat d'équipement agricole.

Rien dans le budget ne vise à encourager l'exploration ou à annoncer une politique nationale du pétrole. Le budget néglige l'essentiel; il est mesquin et oppressif. Il n'est pas propice à la prospérité en général et il fera obstacle à celle des particuliers.

La caractéristique peut-être la plus répréhensible de tout l'exposé budgétaire est l'indifférence et la négligence manifestées envers l'Ouest canadien. L'amortissement différé pour la construction est un affront à l'Ouest canadien. On cherche de propos délibéré à pénaliser l'Ouest canadien pour sa prospérité. C'est une discrimination économique de la pire espèce. Le ministre a proclamé fièrement, et stupidement, je crois, un excédent budgétaire de l'ordre de 250 millions. D'où tirera-t-il ce surplus? Le puisera-t-il dans l'Ouest canadien? L'économie de l'Ouest sera-t-elle encore sacrifiée aux intérêts de l'est? C'est la mesure la plus inique d'un exposé budgétaire faible et stupide. Il propose d'enrayer l'inflation, mais pourquoi Montréal est-elle exemptée? Pourquoi le ministre manifeste-t-il dans son budget un favoritisme économique? Une fois encore, le gouvernement encourage l'incompétence.

Étant donné ceci, il semble que le parti libéral a simplement renoncé à l'Ouest comme soutien électoral et qu'il va sévir contre ces provinces ou tenter de leur imposer sa volonté. On ne saurait justifier une politique fiscale qui lèse une partie du pays et en avantage d'autres. Pendant trop longtemps, l'Ouest a donné plus qu'il n'a reçu. Pendant trop longtemps nous avons souffert d'une politique irréaliste du pétrole qui permet au produit étranger d'être vendu et distribué à Montréal alors que le pétrole de l'Ouest est écarté. Il est temps que le gouvernement assure le financement d'un pipe-line de pétrole entièrement canadien de l'Alberta vers l'Est, afin que nous ayons accès aux marchés de l'Est.

L'injustice la plus récente, l'amortissement différé pour les coûts de construction dans les provinces de l'Ouest, portera également atteinte à leur économie. On se demande donc où le ministre s'attend de trouver son excédent de 250 millions. Croit-il que les revenus se maintiendront au niveau de l'année dernière malgré notre blé invendu? Sait-il qu'il nous restait à la fin de mai plus de 398 millions de boisseaux de blé? A moins que le gouvernement ne prenne quelque disposition pour augmenter les ventes de blé, les revenus